

# Etats-Unis/En visite au Japon

## Trump mène collaborateurs, alliés et ennemis de surprise en surprise

AFP  
Tokyo/Japon

Comme à son habitude, le président américain a mené sa politique étrangère toute personnelle, répondant aux questions à sa guise. PENDANT sa visite au Japon, où il a eu l'honneur d'être le premier dirigeant étranger à rencontrer le nouvel empereur, Donald Trump a comme à son habitude mené sa politique étrangère toute personnelle, plongeant ses alliés, ses ennemis et ses collaborateurs dans un état d'incertitude permanent. Au cours d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre Shinzo Abe hier, il a, sur chacune des nombreuses questions posées sur les grands défis des Etats-Unis et de leur proche allié, le Japon, répondu à sa guise. Sur la Corée du Nord, il a balayé en toute décontraction les inquiétudes suscitées par les deux essais de missiles de courte portée réalisés début mai par Pyongyang, dont M. Abe présent à son côté et les conseillers de Donald

Trump eux-mêmes disent qu'ils violent les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. "Les gens autour de moi pensent que ce pourrait être une violation (...) Ce que je vois moi, c'est un homme qui cherche peut-être à attirer l'attention sur lui", a déclaré M. Trump au sujet du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Les services américains disent aussi que Kim n'a aucune intention de renoncer à l'arme nucléaire, mais Donald Trump laisse entendre qu'il fait plus confiance à sa propre intuition. Il dit parler "beaucoup" avec Kim Jong Un de l'opportunité d'ouvrir la Corée du Nord aux investissements plutôt que d'amasser des armes nucléaires et il trouve que ce dernier est "très intelligent".

**BOLTON DESAVOUE.** Donald Trump va encore s'attirer des critiques à Washington pour avoir loué un "dictateur" mais il est clair qu'il se moque de ces commentaires. Sur l'Iran, il a plus encore surpris son monde. Avant son voyage au Japon, il avait annoncé l'envoi de

1 500 soldats supplémentaires au Moyen-Orient de manière "préventive", en plus d'un porte-avions, de bombardiers B-52, d'un navire de guerre et de missiles Patriot, et avait brandi la menace d'une "fin officielle" de l'Iran si ce pays attaquait les intérêts américains. Mais hier à Tokyo, il a assuré pouvoir vivre avec le gouvernement de la République islamique. "Nous ne cherchons pas un changement de régime (à Téhéran), je veux que cela soit clair", a lancé le président américain. "Ce que nous voulons, c'est l'absence d'armes nucléaires. Je ne veux absolument pas nuire à l'Iran", a-t-il ajouté, estimant même pouvoir "parvenir à un accord". Sa seule cible était alors son propre conseiller à la sécurité John Bolton, un faucon et partisan de longue date de la manière forte avec Téhéran, et qu'il a à plusieurs reprises contredit au sujet de la Corée du Nord et de l'Iran, en public et en sa présence. Cette attitude de Donald Trump, déchirant des accords, appliquant des droits de douanes et souf-



Le président Donald Trump (ici en conférence de presse au côté du Premier ministre japonais Shinzo Abe) s'est une nouvelle fois montré déroutant dans ses déclarations et prises de position.

flant le chaud et le froid, déstabilise plus d'un pays.

**LE JAPON S'ADAPTE.** A la différence de l'Union européenne et de la Chine, plus offensifs, le Japon a lui une autre méthode : les louanges et les démonstrations d'amitié avec l'imprévisible Américain. M. Abe n'a rien laissé au hasard pour que "Donald", comme il l'appelle pendant les conférences de presse, passe un séjour agréable et se sente au centre de l'attention : partie de golf, remise par le président américain de la coupe au champion du dernier tournoi de sumo, selfie sur le green.

Et il a surtout fait en sorte que le président américain soit le premier dirigeant étranger à rencontrer le nouvel empereur du Japon. Qu'a-t-il obtenu en retour ? Donald Trump a réduit la pression sur le commerce, laissant à son hôte jusqu'après des élections sénatoriales prévues cet été pour parvenir à un accord. "S'approcher de Trump s'accompagne de quelques risques mais cette relation amicale entre les dirigeants japonais et américain facilite les négociations", estime l'économiste en chef du Mitsubishi Research Institute, Yoko Takeda. "Le Japon fait ce qu'il faut".

# Allemagne/Au lendemain des Européennes

## La coalition de Merkel vacille

AFP  
Berlin, Allemagne

Le camouflet infligé au centre droit de la chancelière et, surtout, à son allié social-démocrate ajoute à l'incertitude d'un gouvernement qui tiendrait jusqu'en 2021. L'INCERTITUDE quant à la capacité du gouvernement d'Angela Merkel de tenir jusqu'en 2021 est plus grande que jamais en Allemagne après le camouflet infligé au centre droit de la chancelière, et surtout à son allié social-démocrate, aux élections européennes. La cheffe de la CDU (chrétiens-démocrates), Anne-Katrin Kramp-Karrenbauer, désignée en décembre à la tête de ce parti pour succéder à Mme Merkel, a admis "des erreurs" : incapacité à se faire entendre des jeunes, à être audible sur la crise climatique et "fausse" impression donnée d'"un virage à droite" pour regagner les voix abandonnées à l'AfD (extrême droite). "On doit en tirer les conclusions", a-t-elle dit, promettant un programme refondé en vue des législatives de 2021. Pour cela, la "grande coalition" au pouvoir doit tenir

encore plus de deux ans afin d'aller jusqu'au terme prévu de la mandature. Mais les trois partis qui la composent - CDU, chrétiens-sociaux bavarois (CSU) et sociaux-démocrates (SPD) - n'ont cessé de se disputer. En outre, la chancelière est affaiblie et d'autres formations, comme l'AfD et les Verts, ont rogné leur électorat.

**MAUVAIS BULLETIN.** Le verdict des européennes est donc sans appel : "Ce n'est pas un bon bulletin scolaire qu'a reçu la grande coalition", a dit Markus Söder, le président de la CSU, le parti frère de la CDU. Ces deux formations conservatrices ont limité la casse en arrivant en tête dimanche. Mais avec 28,9% (-7,4%), c'est leur plus mauvais score dans une élection nationale depuis la fondation de l'Allemagne contemporaine en 1949. C'est néanmoins du côté des sociaux-démocrates que les problèmes sont les plus sérieux et pourraient précipiter à terme la fin de l'actuelle coalition. "La débâcle du SPD fait tanguer la coalition", jugeait ainsi le quotidien Bild hier. Le plus vieux parti d'Allemagne n'a recueilli que 15,8% des suffrages, en

repli de plus de 11 points, se faisant doubler par des Verts qui multiplient par deux leur précédent score en obtenant 20,5% et deviennent la deuxième force politique du pays. "Jamais dans son histoire, depuis l'adoption de son nom actuel en 1893, le SPD n'avait glissé sous les 20% à des élections nationales, sauf en mars 1933", un scrutin dévoyé par les nazis, relève le Spiegel.

**DEPART DE LA COALITION ?** La présidente du parti Andrea Nahles, très contestée en interne, insiste pour rester dans la coalition et a exclu de démissionner. Autour d'elle toutefois, depuis des mois, la grogne monte, tout comme l'envie de se reconstruire dans l'opposition, quitte à provoquer des législatives anticipées. Trois figures de l'aile gauche du mouvement, dont le responsable des Jeunes du parti, Kevin Kühnert, ont pris hier la plume pour exiger que le SPD impose des réformes sociales ou claquer la porte du gouvernement "si nécessaire" avant la fin prévue de la mandature actuelle. "Nous n'avons pas pris un abonnement avec la droite" pour gouverner ensemble, écrivent-ils dans leur appel.



La chancelière Angela Merkel a de bonnes raisons de se montrer préoccupée. Les résultats des Européennes représentent un vrai risque pour la survie de la coalition qu'elle dirige.

La controverse entre les deux grands partenaires de la coalition s'est cristallisée ces dernières semaines autour de l'introduction d'un minimum vieillesse garanti. Le SPD veut l'imposer, les conservateurs s'y refusent en l'état. S'ajoute leur incapacité à s'entendre sur un thème devenu stratégique : la lutte contre le changement climatique, un domaine où l'Allemagne est à la traîne. Les discussions s'annoncent très compliquées dans le sillage des élections. Au plus tard en septembre, le SPD a prévu de faire un bilan à mi-mandat et de décider de rester dans la coalition ou de la quitter, ce qui provoquerait des élections

anticipées et la fin de la carrière politique d'Angela Merkel. Les chrétiens-démocrates craignent aussi des échecs électoraux en septembre et en octobre, quand trois scrutins régionaux sont prévus en ex-Allemagne de l'Est, des bastions de l'extrême droite. Au plan national, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a réalisé dimanche un score plutôt décevant pour elle à 11%, soit moins qu'aux législatives de 2017. Mais dans les régions de l'Est, elle a confirmé son ancrage : elle arrive en tête dans deux des trois Länder (Etats régionaux) qui votent dans quelques mois, la Saxe et le Brandebourg.

### A travers le monde

• Autriche/Politique. Le chancelier Kurz renversé après l'Ibizagate



Le chancelier autrichien Sebastian Kurz a été renversé hier par une motion de censure adoptée par les principaux partis d'opposition, dix jours après le scandale de l'Ibizagate qui a fait exploser la coalition qu'il avait formée avec l'extrême droite.

• Belgique/Politique. Le plat pays plus fracturé que jamais entre nord et sud Une Flandre votant encore plus à droite, face des francophones qui soutiennent clairement la gauche : la Belgique semblait fracturée plus que jamais au lendemain d'élections législatives marquées par le déclin des partis traditionnels.

• Irak/Justice. Un quatrième Français condamné à mort

Un quatrième Français, Mustapha Merzoughi, 37 ans, ancien militaire en Afghanistan, a été condamné à mort hier en Irak pour appartenance au groupe Etat islamique (EI), tandis qu'un autre a été envoyé devant la médecine légale après s'être plaint d'avoir été frappé par ses interrogateurs.

• Israël/Politique. Premier vote du Parlement pour sa dissolution

Le Parlement israélien a effectué hier un premier pas vers de possibles élections en votant sa propre dissolution en lecture préliminaire, face à l'impasse des discussions menées par le Premier ministre Benjamin Netanyahu pour former le prochain gouvernement.

• Italie/Politique. Salvini veut dicter l'agenda dans la Péninsule

L'homme fort de la politique italienne, Matteo Salvini, entend dicter l'agenda du gouvernement populiste au pouvoir à Rome, après les élections européennes où la Ligue a dépassé les 34% tandis que son allié le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) est tombé à 17%.

• Roumanie/Politique. Liviu Dragnea, l'homme fort du pouvoir, entre en prison



L'homme fort de la Roumanie, le patron de la gauche Liviu Dragnea, a été incarcéré hier, quelques heures après sa condamnation à trois ans et demi de prison ferme dans son procès en appel pour détournement de fonds, selon des sources de police et de presse.

Photo : AFP

Photo : AFP

Photo : AFP

Photo : AFP